Commission européenne

UN BUDGET DE L'UE POUR L'AVENIR

#EUBudget #EURoad2Sibiu #FutureOfEurope

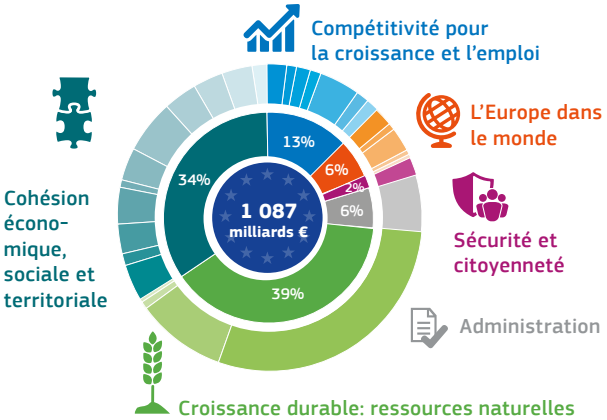
14 février 2018

QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS POUR L'AVENIR?

Tous les sept ans, les dirigeants de l'UE ont la possibilité de décider à l'unanimité du type d'Europe qu'ils veulent ainsi que des moyens de financer leur ambition commune en vue de la construire.

Une Europe cantonnée au marché unique n'a pas besoin de programmes de financement de grande envergure. En revanche, une Europe qui choisit de faire plus ensemble a besoin de ressources pour concrétiser cette ambition plus vaste. Quelques pistes sont exposées ci-dessous pour illustrer les options possibles; elles ne sont pas exhaustives et ne reflètent pas nécessairement la position de la Commission.

BUDGET ACTUEL DE L'UE



FUTUR BUDGET DE L'UNION

Dans son discours sur l'état de l'Union de 2016, le président Juncker a plaidé pour une *Europe meilleure – Une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend.*

Déclaration de Rome en 2017 - Les dirigeants de l'UE se sont engagés à œuvrer en faveur d':

1. une Europe **sûre et sécurisée**
2. une Union européenne **prospère et durable**
3. une Europe **sociale**
4. une Europe **plus forte** sur la scène internationale

Eurobaromètre 2017 - Parmi les préoccupations des citoyens de l'UE figurent les thèmes suivants:

- TERRORISME/SÉCURITÉ
- MIGRATION
- SITUATION ÉCONOMIQUE
- CHÔMAGE
- INSÉCURITÉ
- INFLUENCE DE L'UE DANS LE MONDE
- CHANGEMENT CLIMATIQUE

COMMENT LE BUDGET DE L'UE PEUT-IL FAVORISER UNE MEILLEURE GESTION DES FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UE?

SITUATION ACTUELLE

L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes a été créée en 2016. D'ici à 2020, elle comptera 1 000 agents et sera dotée d'un budget annuel de 335 millions d'euros. L'Agence a actuellement près de 1 200 gardes-frontières sur le terrain pour venir en aide aux États membres aux frontières extérieures et est dotée d'une réserve supplémentaire de 1 500 gardes-frontières prêts à intervenir en cas d'urgence. L'UE cofinance aussi la gestion nationale des frontières extérieures de l'UE par l'intermédiaire du Fonds pour la sécurité intérieure.

Le budget total actuel, sur une période de sept ans, s'élève à **4 milliards €, soit 0,4 % du budget total de l'UE.**

DÉPLOIEMENTS ACTUELS DU CORPS EUROPÉEN DE GARDE-FRONTIÈRES ET DE GARDE-CÔTES

- **724** agents en Grèce
- **221** agents en Italie
- **103** agents en Bulgarie
- **85** agents en Espagne
- **56** agents dans les Balkans occidentaux

PRÈS DE 1 200 AGENTS DANS L'ENSEMBLE DE L'UNION

SCÉNARIOS

1 **Une exploitation maximale de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes existante** permettrait soutenir le développement continu du système d'échange d'informations en place, et d'assurer l'accès de l'Agence aux équipements nécessaires.

Budget requis sur une période de sept ans: **8 milliards €**, soit 0,8 % du budget total de l'UE.

2 **Mise à niveau de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes**

- Renforcement des outils existants liés à l'appréciation des risques et aux tableaux de situation.
- Développement de la capacité opérationnelle de l'Agence grâce à un corps permanent de garde-frontières européens composé d'au moins 3 000 agents de l'UE.
- Soutien financier et formation en vue de l'extension du volet «garde-frontières nationaux» dans les États membres vulnérables.
- Mise à disposition de réserves d'experts plus importantes et plus opérationnelles.
- Renforcement des équipements propres à l'Agence.

Budget requis sur une période de sept ans: **20 à 25 milliards d'euros**, soit 1,8 à 2,3 % du budget total de l'UE.

3 Pour mettre en place un **système de gestion des frontières de l'UE totalement intégré**, l'UE aurait besoin de 100 000 agents et d'un parc d'équipements substantiel comparable à celui du système américain ou canadien.

Budget requis sur une période de sept ans: **150 milliards d'euros**, soit environ 14 % du budget total de l'UE et **l'équivalent d'un budget annuel de l'UE**.

	Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes	Services américains des douanes et de la protection des frontières
Longueur des côtes	65 900 km	19 900 km
Longueur des frontières terrestres	13 200 km	12 000 km
Budget annuel	335 millions €	11 milliards €

Source: Central Intelligence Agency, The World Factbook, https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ee.html

COMMENT SOUTENIR AU MIEUX UNE VÉRITABLE UNION EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE?

SITUATION ACTUELLE

Le **Fonds européen de la défense** a été mis sur pied en juin 2017. Il dispose d'un budget de 90 millions € pour la recherche en matière de défense et de 500 millions € pour le développement industriel (environ 0,05 % du budget actuel de l'UE). Il ne peut soutenir qu'un nombre limité de projets collaboratifs de recherche et de développement. Une véritable Union européenne de la défense nécessiterait un investissement budgétaire important au cours des sept prochaines années.

La France et l'Allemagne dépensent chacune **plus de 1 milliard € par an dans la recherche en matière de défense.**

SCÉNARIOS

1 Le volet «**recherche**» du Fonds nécessiterait un budget estimé à **3,5 milliards €** au moins, sur sept ans, pour produire des effets importants.

2 Environ **7 milliards €** au moins seraient nécessaires pour cofinancer une partie des coûts du développement industriel dans le domaine de la défense. Cela permettrait de mobiliser un investissement total important, d'**au moins 35 milliards €** sur sept ans, pour le développement des capacités de défense.

3 Un mécanisme de financement distinct doté d'**environ 10 milliards €** renforcerait considérablement la capacité de l'UE à soutenir financièrement, sur sept ans, les **opérations ayant des implications** en matière de défense.

QUEL EST LE NIVEAU D'AMBITION APPROPRIÉ POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE EFFICACE?

SITUATION ACTUELLE

La politique agricole commune consacre quelque 400 milliards d'euros au financement de mesures de marché, aux paiements directs en faveur des agriculteurs et aux programmes de développement rural afin de promouvoir l'agriculture durable et la création d'économies rurales viables. Les paiements directs représentent environ 70 % de ce montant.

Aujourd'hui, 80 % des paiements directs sont destinés à 20 % des agriculteurs. La modification du système des paiements directs peut être l'occasion de recentrer les paiements sur les résultats escomptés, comme le maintien de la production agricole dans les régions moins rentables ou montagneuses, la focalisation sur les petites et moyennes exploitations agricoles, les investissements dans des systèmes de production durables qui utilisent efficacement les ressources et une meilleure coordination avec les mesures de développement rural. Les moyens de réduire les disparités entre les États membres en ce qui concerne les aides agricoles sont également examinés.

SCÉNARIOS

1 Le maintien des niveaux de dépenses **actuels** permettrait, grâce à des aides mieux ciblées, d'accroître le soutien accordé en particulier aux petites et moyennes exploitations agricoles, ce qui aurait des retombées positives sur les zones Rurales.

Dépenses totales sur une période de sept ans: environ **400 milliards €**[1], soit 37 % du budget de l'UE.

2 **Réduction de 30 %** de l'aide Avec ce scénario, le revenu moyen des exploitations agricoles pourrait baisser de plus de 10 % dans plusieurs États membres, et potentiellement plus encore au sein de secteurs spécifiques.

Cette réduction correspondrait à environ **120 milliards €**, soit 11 % du budget de l'UE.

3 **Réduction de 15 %** de l'aide. Dans ce scénario, la réduction du revenu moyen des exploitations agricoles pourrait être plus limitée mais aurait tout de même une incidence notable dans certains secteurs.

Cette réduction correspondrait à environ **60 milliards €**, soit 5,5 % du budget de l'UE.

[1] Quelque 27 milliards d'euros sont préaffectés au Royaume-Uni, ce qui correspond à environ 7 % de l'enveloppe totale de la politique agricole commune.

COMMENT SOUTENIR AU MIEUX LA MOBILITÉ DES JEUNES?

SITUATION ACTUELLE

Après 30 ans d'existence, Erasmus+ a aidé neuf millions de jeunes dans l'UE (moins de 4 % de l'ensemble des jeunes dans l'UE) à étudier, à se former, à enseigner ou à travailler comme volontaires dans un autre pays. Le programme Erasmus+ actuel est doté d'un budget de 14,7 milliards d'euros (soit 1,3 % du budget de l'UE).

SCÉNARIOS

1 **Doubler le nombre de jeunes** dans l'UE qui participent à Erasmus+ pour atteindre 18 millions, soit environ 7,5 % des jeunes dans l'UE.

Budget requis sur une période de sept ans: **30 milliards €**.

2 Donner à **1 jeune sur 3** la possibilité de participer à Erasmus+ pour atteindre 240 millions de jeunes dans l'UE.

Budget requis sur une période de sept ans: **90 milliards €**.

QUEL EST LE NIVEAU D'AMBITION APPROPRIÉ POUR UNE POLITIQUE DE COHÉSION EFFICACE?

SITUATION ACTUELLE

Actuellement, tous les États membres de l'UE peuvent disposer d'un soutien des Fonds structurels et d'investissement européens.

SCÉNARIOS

1 Maintenir le niveau **actuel** de soutien pour tous les États membres et toutes les régions, continuer à se focaliser sur les investissements dans l'ensemble des régions dans des domaines tels que l'innovation, l'action pour le climat et la transformation industrielle ainsi que sur les compétences et l'éducation.

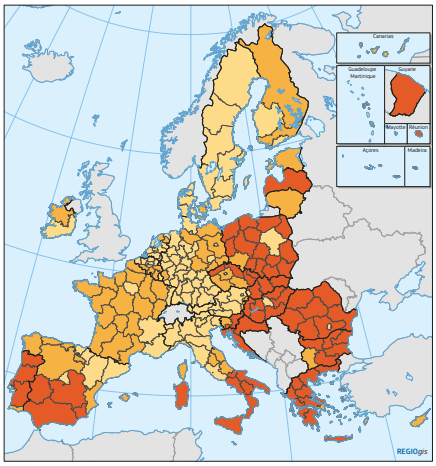
Dépenses totales sur une période de sept ans: **370 milliards €**[2], soit près de 35 % du budget de l'UE.

2 **Mettre un terme** au soutien du Fonds européen de développement et du Fonds social européen en faveur des **régions plus développées**. Dans ce scénario, l'aide ne serait plus accordée aux régions situées en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Finlande, en France continentale, en Irlande, aux Pays-Bas et en Suède ainsi qu'à de nombreuses régions d'Italie et d'Espagne.

Montant total de la réduction: environ **95 milliards €**, soit 8,7 % du budget de l'UE.

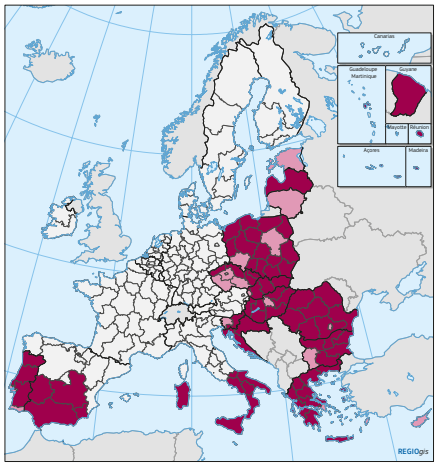
3 **Limiter** encore davantage le soutien octroyé aux **pays relevant de la politique de cohésion**. Dans ce scénario, il y aurait également lieu de mettre fin aux investissements destinés à des régions moins développées situées dans des pays comme la France, l'Italie et l'Espagne.

Montant total de la réduction: environ **124 milliards €**, soit 11 % du budget de l'UE.



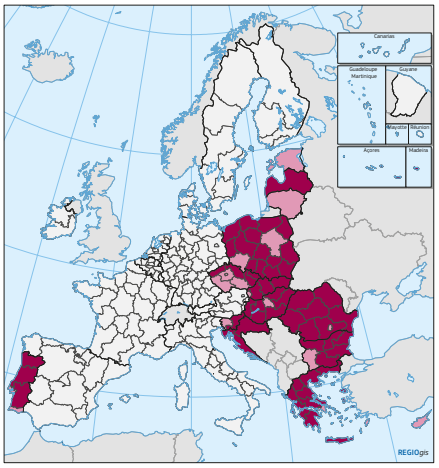
SCÉNARIO 1:
MAINTIEN DE L'AIDE POUR TOUTES LES RÉGIONS EUROPÉENNES

Catégories de régions
- **MOINS DÉVELOPPÉES**: PIB/habitant < 75 % de la moyenne de l'UE-27
- **EN TRANSITION**: PIB/habitant >= 75 % et < 100 % de la moyenne de l'UE-27
- **PLUS DÉVELOPPÉES**: PIB/habitant >= 100 % de la moyenne de l'UE-27



SCÉNARIO 2:
AIDE EN FAVEUR DES RÉGIONS MOINS DÉVELOPPÉES ET DES PAYS RELEVANT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

Régions potentiellement éligibles
- **SOUTIEN RÉGIONAL**
- **SOUTIEN DU FONDS DE COHÉSION**
- **AUTRES RÉGIONS**



SCÉNARIO 3:
AIDE RÉSERVÉE AUX PAYS RELEVANT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

Régions potentiellement éligibles
- **SOUTIEN RÉGIONAL**
- **SOUTIEN DU FONDS DE COHÉSION**
- **AUTRES RÉGIONS**

[2] Quelque 12 milliards d'euros sont préaffectés au Royaume-Uni, ce qui correspond à environ 3 % de l'enveloppe de la politique de cohésion au cours de la période considérée.

LE FINANCEMENT DE L'UE DEVRAIT-IL ÊTRE DAVANTAGE CONDITIONNÉ?

Le potentiel du budget de l'Union ne pourra être pleinement libéré que si l'environnement économique, réglementaire et administratif dans les États membres est propice. C'est pourquoi, dans le cadre du budget actuel de l'UE, les États membres et les bénéficiaires sont tenus de démontrer que leur gestion financière est robuste et que les capacités nécessaires existent pour que les financements de l'UE soient une réussite. De même, les règles actuelles visent à éviter les situations dans lesquelles l'efficacité du financement de l'UE est affaiblie par des politiques économiques et budgétaires inappropriées. Le nouveau budget de l'UE est l'occasion de se pencher sur la question de savoir si ces principes ont créé une base solide pour l'obtention de résultats. Le moment est également venu d'étudier comment renforcer le lien entre les versements de financements par l'Union et le respect des valeurs fondamentales de cette dernière.

Tout mécanisme de ce type devrait néanmoins être transparent, proportionné et juridiquement sûr. Alors qu'elle pourrait en principe s'appliquer à toutes les politiques concernées impliquant des dépenses du budget de l'UE, toute conditionnalité financière devrait être précise et proportionnée et exiger un lien suffisant entre les conditions imposées et l'objectif du financement. Ce débat devra également prendre en compte les effets d'éventuelles atteintes aux valeurs fondamentales ou à l'état de droit au niveau national sur les bénéficiaires individuels de financements de l'UE, tels que des étudiants Erasmus, des chercheurs ou des organisations de la société civile, qui ne sont pas responsables de telles atteintes.